

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt een artikel 18/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 18/1.- Vanaf het jaar 2023 bepaalt de instelling WBE bedoeld in artikel 2 van het decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap de toewijzing tussen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinstellingen van extra financiering van 27 miljoen euro. Voor de jaren 2024 tot en met 2031 wordt dit bedrag jaarlijks verminderd met 3 miljoen euro. Het wordt afgeschaft vanaf 2032.

Alleen de instellingen voor leerplichtonderwijs met inbegrip van internaten georganiseerd door de Franse Gemeenschap die voorheen werden gefinancierd krachtens artikel 18 van dit decreet, zoals opgesteld vóór de wijziging ervan door het decreet van 14 december 2022 tot wijziging van de financiering van het onderwijs in de Franse Gemeenschap, kunnen genieten van deze extra financiering. Deze aanvullende financiering wordt tussen deze instellingen verdeeld in verhouding tot het verlies dat elk van hen constateert na de wijziging van artikel 18 door het decreet van 14 december 2022 tot wijziging van de financiering van het onderwijs in de Franse Gemeenschap. »

Art. 4. Artikel 2 van dit decreet treedt in werking op 1 januari 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 december 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 453-1. – Verslag van de commissie, nr. 453-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 453-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 14 december 2022.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/15236]

21 DECEMBRE 2022. — Décret relatif à l'agrément et au subventionnement des structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.) (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. - Dispositions introductives

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° la S.A.A.C.E. : la structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi ayant pour objectif la création ou la reprise d'une activité économique en vue de créer leur propre emploi;

2° la S.A.A.C.E. généraliste : la structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi qui accompagne un porteur de projet dont le projet est lié à tout type et tout secteur d'activité;

3° la S.A.A.C.E. spécialisée : la structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi qui accompagne un porteur de projet dont le projet est lié à une thématique ou un secteur d'activités spécifique;

4° le porteur de projet : tout demandeur d'emploi inoccupé, inscrit au FOREm, qui propose un projet de création ou de reprise d'activités dans le but de réaliser ultérieurement son installation à titre principal en tant qu'entrepreneur;

5° l'entrepreneur : le porteur de projet qui, à l'issue de son accompagnement en S.A.A.C.E., concrétise son projet d'entreprise en s'inscrivant à la Banque-Carrefour des Entreprises ou reprend une activité économique;

6° la subvention : la compensation en vue d'exercer le mandat S.I.E.G., à l'exception de la phase de post-crédation qui est soumise au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*;

7° le S.I.E.G. : le service d'intérêt économique général, tel que visé aux articles 14 et 106, 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en abrégé : « T.F.U.E. » ainsi que dans le Protocole n° 26 at- taché au T.F.U.E.;

8° la décision de la Commission du 20 décembre 2011 : la décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous la forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion des services d'intérêt économique général;

9° l'unité d'établissement : l'unité d'établissement telle que définie à l'article I.2, 16°, du Code de droit économique;

10° l'administration : la Direction de l'Emploi et des Permis de travail, du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche;

11° le FOREm : l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi institué par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

12° la NewCO : la société instituée par le décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées;

13° les bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi : les bassins tels que définis aux articles 2 et 3 de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en oeuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 4°, l'on entend par demandeur d'emploi inoccupé, le demandeur d'emploi inscrit depuis un jour au moins en tant que tel auprès du FOREm, qui n'a pas atteint l'âge légal de la pension et qui ne se trouve ni dans les liens d'un contrat de travail, ni dans une relation statutaire et n'exerce aucune activité d'indépendant à titre complémentaire ou à titre principal.

Art. 2. Sont assimilés à des demandeurs d'emploi inoccupés pour l'application de l'article 1^{er}, 4°, les demandeurs d'emploi occupés suivants :

1° le demandeur d'emploi qui est en période de préavis, presté ou non;

2° le demandeur d'emploi qui est en cellule de reconversion;

3° le demandeur d'emploi qui est indemnisé en application des dispositions légales ou réglementaires en matière d'assurance obligatoire contre la maladie ou l'invalidité dont la demande de réhabilitation ou réorientation professionnelle a été approuvée par la Commission supérieure du Conseil médical de l'invalidité;

4° le jeune demandeur d'emploi en stage d'insertion;

5° le demandeur d'emploi ayant reçu l'autorisation de l'Office national de l'emploi, visé à l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, d'exercer une activité accessoire en qualité d'indépendant.

Le Gouvernement peut étendre, par assimilation, la qualité de demandeur d'emploi inoccupé à d'autres catégories de demandeurs d'emplois que celles visées à l'alinéa 1^{er}.

La S.A.A.C.E. vérifie auprès du FOREm :

1° la qualité de demandeur d'emploi inoccupé du porteur de projet;

2° la qualité de demandeur d'emploi pour les situations visées à l'alinéa 1^{er};

3° les conditions de l'assimilation visées à l'alinéa 1^{er}, 2° ou 4°.

Art. 3. Le présent décret vise à octroyer, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une subvention aux S.A.A.C.E. agréées pour l'accompagnement des porteurs de projet ou des entrepreneurs ayant pour objectif la création ou la reprise d'une activité économique en vue de créer leur propre emploi.

CHAPITRE 2. - Agrément, obligations et subventionnement

Section 1 - Agrément

Art. 4. § 1^{er}. L'accompagnement des porteurs de projet et des entrepreneurs organisé dans le cadre du présent décret est donné par des S.A.A.C.E. agréées par le Gouvernement.

Personne d'autre ne porte la dénomination « S.A.A.C.E. », ou un autre terme, traduction ou graphie susceptible de créer une confusion, sans être titulaire de l'agrément visé par le présent décret.

§ 2. La S.A.A.C.E. répond aux conditions suivantes afin d'être agréée :

1° elle est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif qui a pour objet social unique l'accompagnement de porteurs de projet ayant pour objectif la création ou la reprise d'une activité économique en vue de créer leur propre emploi;

2° elle a son siège et ses unités d'établissement situés sur le territoire de la région de langue française;

3° elle démontre sa capacité à offrir des services adaptables à chaque porteur de projet et chaque entrepreneur, en propre ou en sous-traitance, lui permettant de préparer, de lancer, de reprendre et de développer son activité;

4° elle met à disposition le matériel et les locaux nécessaires, attestant ainsi de sa capacité d'accueil;

5° elle démontre sa capacité à organiser le test des porteurs de projets, visé à l'article 15, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, en propre ou en collaboration avec une autre S.A.A.C.E.;

6° elle apporte la preuve de sa pertinence, de sa plus-value, de son ancrage local et de sa connaissance du territoire concerné dans le bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi dans lequel elle propose de développer son activité;

7° elle décrit les partenariats mis en oeuvre afin, d'une part, de faciliter l'accès des porteurs de projet au financement de leur projet et, d'autre part, de mettre en relation les porteurs de projet avec les acteurs économiques et les acteurs de l'insertion, ainsi qu'avec les institutions et les opérateurs disposant d'une reconnaissance ou d'un agrément wallon en matière de création et de reprise d'entreprise, en vue de faciliter leur intégration dans des réseaux entrepreneuriaux, leur réorientation éventuelle et de les aider à comprendre les enjeux d'une reprise d'entreprise;

8° elle accompagne gratuitement les porteurs de projet;

9° elle produit une attestation sur l'honneur dont il ressort que la S.A.A.C.E., au moment où elle introduit sa demande, n'est redevable d'aucun arriéré d'impôt, d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de la sécurité sociale, par un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci, quelle qu'en soit la nature;

10° elle n'est pas en état de faillite ou d'insolvabilité notoire, et ne fait pas l'objet d'une procédure de déclaration de faillite;

11° elle ne compte pas, parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager la S.A.A.C.E., des personnes qui sont privées de leurs droits civils et politiques;

12° elle n'est pas agréée ou labellisée dans le cadre du dispositif « chèques- entreprises » consacré par le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1^o, la S.A.A.C.E. spécialisée dans le secteur de la construction peut être constituée sous la forme d'une coopérative d'activité telle que définie à l'article 80, 1^o, de la loi du 1^{er} mars 2007 portant des dispositions diverses (III).

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3^o, la S.A.A.C.E. apporte la preuve de l'expérience et des compétences du personnel d'accompagnement en matière d'élaboration de plans financiers, de marketing, de gestion de ressources humaines, d'informatique et de réglementations commerciales, fiscales, sociales et comptables et démontre qu'elle dispose du personnel pédagogique nécessaire à la réalisation des formations et sa capacité à faire appel à des sous-traitants pour la réalisation des formations.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 8^o, la S.A.A.C.E. qui organise un test de l'activité, peut prélever un pourcentage sur les recettes hors T.V.A. de l'activité développée. Ce pourcentage, dont les modalités de calcul sont déterminées par le Gouvernement, n'excède pas dix pour cent de la marge brute de l'activité développée par le porteur de projet pendant la durée du test et ne couvre pas les frais déjà couverts par les subventions visées aux articles 10, 11 et 12.

La S.A.A.C.E. spécialisée dans le secteur de la construction peut prélever maximum dix pour cent hors T.V.A. du chiffre d'affaires de l'activité développée par le porteur de projet pendant la durée du test. Le pourcentage prélevé ne couvre pas les frais déjà couverts par les subventions visées aux articles 10, 11 et 12.

Pour l'application de la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 12^o, est assimilée à la S.A.A.C.E. la personne morale dans laquelle siègent des administrateurs, ou sont présents des gérants, des mandataires ou des personnes compétentes pour engager l'entreprise, et qui disposent d'une de ces qualités dans une S.A.A.C.E.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, la S.A.A.C.E. qui ne dispose pas d'un siège social sur le territoire de la région de langue française démontre, selon la procédure fixée par le Gouvernement, si elle a son siège social ou son immatriculation à la Banque-Carrefour des Entreprises comme personne physique ou comme personne morale, soit en Région de Bruxelles-capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, qu'elle répond, au sein de sa Région ou de sa Communauté, à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par le présent décret.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, la S.A.A.C.E. qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen démontre, selon la procédure fixée par le Gouvernement, qu'elle répond dans son pays à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par le présent décret, et ce sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'État dont provient la S.A.A.C.E. qui sollicite un agrément.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, la S.A.A.C.E. qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen satisfait, selon la procédure fixée par le Gouvernement, aux conditions d'agrément déterminées par le présent décret et apporte la preuve qu'elle preste le même type de services dans son pays d'origine aux conditions d'agrément déterminées par le présent décret et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'État dont provient la S.A.A.C.E. qui sollicite un agrément.

Le Gouvernement peut préciser les conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 5. L'agrément constitue un mandat à gérer un S.I.E.G. et est destiné à permettre l'octroi de la subvention visée à l'article 10, qui autorise la S.A.A.C.E. agréée et mandatée de compenser la perte de productivité liée aux obligations de service public.

Le mandat est confié conformément à la décision de la Commission du 20 décembre 2011.

Le S.I.E.G. comporte l'obligation de service public qui consiste à accompagner gratuitement un porteur de projet qui souhaite créer son entreprise ou encore reprendre une activité existante en respectant le parcours d'accompagnement défini à l'article 15.

Ce mandat est accordé pour la durée de l'agrément.

L'entrepreneur qui bénéficie de l'accompagnement durant phase de post-crédation visée à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, doit respecter les règles prévues par le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*.

Art. 6. § 1^{er}. L'agrément est octroyé pour une durée de six ans, renouvelable.

§ 2. Une S.A.A.C.E. généraliste peut exercer ses activités sur le territoire de maximum trois bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi.

Le Gouvernement peut agréer une S.A.A.C.E. spécialisée sur une thématique ou un secteur spécifique dans le cadre de choix stratégiques qu'il détermine. La S.A.A.C.E. spécialisée opère sur l'ensemble du territoire de la région de langue française.

Le Gouvernement peut agréer maximum deux S.A.A.C.E. spécialisées dans une même thématique ou un même secteur sur le territoire de la région de langue française.

Dans le cas où une ou plusieurs structure généraliste demandent à être agréées sur plus de trois bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi ou si plus de deux S.A.A.C.E. demandent un agrément dans une même thématique, l'avis du Comité d'agrément et de suivi tel que défini à l'article 8, est sollicité pour permettre au Gouvernement d'opérer un choix entre les opérateurs à agréer afin qu'une S.A.A.C.E. généraliste n'exerce ses activités que sur trois bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi maximum ou qu'il n'y ait pas plus de deux S.A.A.C.E. sur une thématique ou un secteur spécifique.

§ 3. Le Gouvernement détermine la procédure, les modalités et les conditions relatives à l'agrément et au renouvellement d'agrément des S.A.A.C.E.

Art. 7. Le Gouvernement peut, d'initiative ou sur proposition de l'administration et après avis du Comité d'agrément et de suivi visé à l'article 8, suspendre ou abroger l'agrément de l'opérateur lorsqu'il ne respecte pas une ou plusieurs conditions d'agrément ou obligations visées par ou en vertu du présent décret.

Le Gouvernement détermine les modalités et procédures relatives à la suspension et à l'abrogation de l'agrément des S.A.A.C.E.

Art. 8. § 1^{er}. Il est institué un Comité d'agrément et de suivi qui remet un avis :

1^o sur les demandes d'agréments et de renouvellement d'agrément;

2^o motivé sur les propositions de suspension ou d'abrogation d'agrément;

3^o sur les plans d'action bisannuels, visé à l'article 21, § 2, et les rapports d'activités des S.A.A.C.E. agréées.

§ 2. Le Comité d'agrément et de suivi est constitué au minimum d'un représentant de l'administration et d'un représentant de la NewCO.

Le Comité d'agrément et de suivi peut faire appel à des experts ou techniciens extérieurs qui présentent une expérience utile au traitement des demandes suivant les modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités de fonctionnement du Comité d'agrément et de suivi et peut lui confier d'autres missions.

Section 2 - Obligations

Art. 9. La S.A.A.C.E. agréée :

- 1° accompagne exclusivement des porteurs de projet et des entrepreneurs;
- 2° respecte les principes généraux, qui régissent l'accompagnement des porteurs de projets et des entreprises en Région wallonne, définis et suivant les modalités arrêtées par le Gouvernement;
- 3° conclut avec chaque porteur de projet une convention fixant les droits et obligations de chaque partie suivant le modèle défini par le Gouvernement;
- 4° propose à chaque porteur de projet un plan d'action fixant les objectifs à atteindre au cours de l'accompagnement;
- 5° conclut avec le FOREm une convention de collaboration dans le cadre de la mise en oeuvre du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi;
- 6° conclut un contrat de formation professionnelle avec le FOREm et avec le porteur de projet, selon les conditions et les modalités prévues par le Gouvernement;
- 7° transmet, tous les deux ans, aux services que le Gouvernement désigne, un plan d'actions comportant l'offre de services et les objectifs qu'elle s'engage à réaliser, selon les modalités déterminées par le Gouvernement;
- 8° pour le test visé à l'article 15, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° :
 - a) tient une comptabilité analytique par porteur de projet;
 - b) garantit aux porteurs de projet ayant bénéficié du test qu'ils sortent sans dette et récupèrent leurs actifs à la sortie;
- 9° crée un comité de validation tel que prévu à l'article 16 dans les trois mois à dater de la notification de la décision d'agrément;
- 10° souscrit un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des activités des porteurs de projet qui testent leur activité, en ce compris la livraison de biens;
- 11° transmet annuellement au service que le Gouvernement désigne un rapport d'activités;
- 12° démontre dans son rapport d'activité annuel que les services développés s'adressent à un volume de porteurs de projet suffisant en vue d'augmenter de manière significative le taux d'emploi du bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi dans lequel elle opère;
- 13° collabore à la mise en oeuvre de l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi en respectant les engagements qui lui incombent en tant que partenaire de l'accompagnement au sens de l'article 2, alinéa 1^{er}, 10°, tels que prévus par ou en vertu du Chapitre 4, sections 1^{re} et 2, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

Le Gouvernement peut préciser les obligations visées à l'alinéa 1^{er}.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 8°, le porteur de projet, récupère les actifs de son activité : la clientèle, le bénéfice éventuel de son activité et les biens matériels et immatériels acquis durant le test dans les limites de l'article 4, § 2, alinéa 4. Cette cession fait l'objet d'une convention et d'une déclaration fiscale.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, la S.A.A.C.E. vérifie, dès le début de l'axe diagnostic, auprès du FOREm la qualité de demandeur d'emploi inoccupé des porteurs de projet qu'elle accompagne.

Pour la vérification du respect de l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, 13°, l'administration peut s'adresser à la commission sous-régionale de concertation visée à l'article 18, § 2, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

Section 3 - Subventionnement

Art. 10. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie annuellement à la S.A.A.C.E. agréée qui respecte les conditions et obligations visées par ou en vertu du présent décret une subvention, conformément à la décision de la Commission du 20 décembre 2011, indexée annuellement, destinée à financer les services offerts aux porteurs de projet et aux entrepreneurs en fonction des besoins identifiés et des objectifs fixés par le Gouvernement.

La subvention annuelle est basée pour chaque S.A.A.C.E. sur l'estimation de l'activité opérationnelle définie dans son plan d'action bisannuel visé à l'article 21, § 2.

§ 2. Par dérogation à l'article 61, 3°, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, la subvention visée au paragraphe 1^{er} est liquidée sur base du nombre d'accompagnements réellement effectués pour chacun des axes d'accompagnement tels que visés à l'article 15, les frais de chaque type d'accompagnement étant calculés suivant un montant forfaitaire global.

§ 3. Les aides octroyées en vertu du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires sont déduites de la subvention visée au paragraphe 1^{er}.

§ 4. La S.A.A.C.E. bénéficie d'un montant de cent mille euros qu'elle affecte exclusivement au versement d'avances en trésorerie destinées aux porteurs de projet qu'elle accompagne.

Ce montant est imputé en tant que réserve affectée dans la comptabilité de la S.A.A.C.E. et certifié par un réviseur d'entreprise agréé.

Les avances en trésorerie visées à l'alinéa 1^{er} versées aux porteurs de projet accompagnés par la S.A.A.C.E. ne peuvent dépasser un montant de cinq mille euros par porteur de projet, mis en situation réelle. Elles sont consacrées à l'acquisition de biens matériels ou immatériels correspondant aux besoins en investissements, en matières premières ou fournitures, en frais de communications ou tout autre dépense strictement nécessaire au démarrage de l'activité, tels qu'approuvés par le comité de validation de la S.A.A.C.E.

Le porteur de projet se voit proposer, de la part de la S.A.A.C.E. dont il dépend, un plan de remboursement réaliste des montants investis sur la base de ces avances en trésorerie. Le porteur de projet doit quitter la S.A.A.C.E. sans dettes vis-à-vis de cette dernière.

Le porteur de projet, lorsqu'il quitte la S.A.A.C.E., se voit transférer la propriété des biens matériels et immatériels acquis, moyennant le respect des dispositions fiscales en la matière.

§ 5. Le Gouvernement précise la procédure et les modalités d'octroi et de liquidation des subventions visées aux paragraphes 1^{er} et 4.

Art. 11. § 1^{er}. Pour inciter la S.A.A.C.E. à contribuer, via certaines de ses activités, à son objet social ou aux objectifs stratégiques des programmations des fonds structurels en Wallonie, des programmations de la Coopération territoriale européenne, en abrégé Interreg, ou d'autres programmes provinciaux, régionaux, nationaux, européens et internationaux, la S.A.A.C.E. peut bénéficier de subventions de toute durée, destinées à financer ces activités.

Ces subventions peuvent couvrir tout ou partie des dépenses non financées par la subvention visée à l'article 10 et, dans les limites de l'article 14, ne sont pas exclusives d'autres financements ou cofinancements des activités visées.

Ces subventions présentent un caractère additionnel, distinctif ou spécifique par rapport à celle que vise l'article 10, que ce soit en termes de problématique, de stade d'activités, de publics cibles prioritaires, de secteurs d'activités prioritaires, de ciblage géographique objectivable ou d'approche méthodologique innovante mais doit viser l'accompagnement des porteurs de projet visés à l'article 15.

§ 2. La subvention visée au paragraphe 1^{er} ne dépasse pas le montant forfaitaire global calculé sur base du nombre d'accompagnements réellement effectués pour chacun des axes d'accompagnement tels que visés à l'article 15.

§ 3. La subvention visée au paragraphe 1^{er} qui ne se concrétise pas sous forme de montant forfaitaire tel que visé à l'article 10, § 2, doit faire l'objet d'une comptabilité analytique par la S.A.A.C.E.

Art. 12. En cas de situation conjoncturelle ayant pour effet une augmentation imprévue du nombre de demandeurs d'emploi susceptibles de bénéficier des interventions de la S.A.A.C.E., le Gouvernement peut lui accorder des subventions supplémentaires, dans la limite des crédits disponibles, pour augmenter le niveau d'activité prévu dans son plan d'action bisannuel.

Par dérogation à l'article 61, 3^o, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, la subvention visée au paragraphe 1^{er} est liquidée sur base du nombre d'accompagnements réellement effectués pour chacun des axes d'accompagnement tels que visés à l'article 15, les frais de chaque type d'accompagnement étant calculés suivant un montant forfaitaire global.

Le Gouvernement précise la procédure et les modalités d'octroi et de liquidation de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 13. Le Gouvernement détermine les composantes du montant forfaitaire de chacune des étapes de l'accompagnement. Ces composantes peuvent différer pour chacun des types de subvention visées aux articles 10, 11 et 12.

Les montants forfaitaires globaux par axe sont indexés annuellement selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 14. Le total des subventions octroyées à la S.A.A.C.E. dans le cadre du présent décret, cumulées avec toutes les autres formes d'aides, y compris européennes ou internationales, ou de réductions de cotisations de sécurité sociale en vigueur, ne dépasse pas le montant total des coûts générés par l'activité de la S.A.A.C.E.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le bénéfice raisonnable est admis.

Le Gouvernement détermine les modalités de calcul permettant d'effectuer la comparaison entre le total des aides et les coûts générés par l'activité de la S.A.A.C.E. ainsi que les critères utilisés pour calculer le bénéfice raisonnable.

CHAPITRE 3. - Parcours d'accompagnement des porteurs de projet et des entrepreneurs

Art. 15. § 1^{er}. La S.A.A.C.E. agréée propose aux porteurs de projet un parcours d'accompagnement, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, qui se compose des axes suivants :

1^o l'information et l'orientation : le porteur de projet bénéficie d'une information, via des rencontres individuelles ou via des séances collectives en petits groupes;

2^o le diagnostic d'un projet d'autocréation d'emploi : le diagnostic d'un projet d'autocréation d'emploi est réalisé conjointement par un porteur de projet et le conseiller référent chargé de son accompagnement;

3^o le suivi d'un projet d'autocréation d'emploi - phases de pré-crédation, de test et de post-crédation : il consiste à offrir les services d'un référent procurant au porteur de projet un soutien continu dans la mise en oeuvre de son projet de création ou de reprise d'activité;

4^o le renforcement des capacités du porteur de projet ou de l'entrepreneur : il consiste à concevoir et à mettre en oeuvre des ateliers de renforcement des capacités, en réponse à un besoin identifié dans le cadre d'un projet de création ou de reprise d'entreprise dans le chef de certains porteurs de projet et entrepreneurs.

Le but de l'information, visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o, est de lui fournir une information précise et détaillée sur les différents aspects liés à la création ou reprise d'une activité et d'établir s'il répond aux conditions pour bénéficier des services de la S.A.A.C.E. À l'issue de l'information, le porteur de projet est orienté vers l'axe diagnostic ou vers le bon interlocuteur. Cette étape a pour objet d'éclairer la décision entrepreneuriale afin de permettre au porteur de projet d'agir en disposant d'informations neutres et fiables.

Le diagnostic d'un projet d'autocréation d'emploi, visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, a pour objectif principal, sur base d'une analyse approfondie du couple porteur de projet/projet, selon une approche globale et neutre, de construire un plan d'action pour créer ou reprendre une activité. La construction du plan d'action s'appuie sur le bilan personnel, l'analyse du projet et la validation du couple porteur de projet/projet et sur les recommandations du conseiller.

Le suivi visé à l'alinéa 1^{er}, 3^o, prend place au cours des phases de pré-crédation, de test et de post-crédation, après la réalisation d'un diagnostic d'un projet d'autocréation d'emploi.

Le test visé à l'alinéa 1^{er}, 3^o, consiste à offrir au porteur de projet l'accès à un hébergement juridique, administratif, économique et financier de son activité sous le numéro d'entreprise de l'opérateur qui organise le test. Durant le test, le porteur de projet conserve son statut juridique initial.

À la sortie, après un bilan de l'activité et de ses aptitudes entrepreneuriales réalisé sur base du test et des recommandations de l'opérateur, il poursuit l'activité en s'enregistrant à la Banque-Carrefour des Entreprises ou il renonce à son projet.

Est considérée comme phase de post-création la période suivant l'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises par le porteur de projet, avec ou sans test.

Les ateliers visés à l'alinéa 1^{er}, 4^o, ont pour objectif de permettre aux entrepreneurs de faire évoluer leur projet individuel de création ou de développement d'activité en amplifiant leurs capacités entrepreneuriales ou en renforçant leurs connaissances métier.

§ 2. La S.A.A.C.E. organise l'ensemble des activités visées au paragraphe 1^{er} en son sein, à l'exception de la phase de test de l'activité.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la S.A.A.C.E. peut faire appel à des prestataires privés ou publics externes pour accompagner, en partie, les porteurs de projet et les entrepreneurs.

§ 3. A chaque étape, le porteur de projet ou l'entrepreneur selon le cas peut arrêter le processus et être réorienté.

§ 4. Le Gouvernement peut compléter et préciser les axes du parcours d'accompagnement visé au paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE 4. - Comité de validation et partenariats

Section 1 - Comité de validation

Art. 16. § 1^{er}. Il est institué un comité de validation dans chaque S.A.A.C.E. agréée. Le comité de validation et de suivi valide :

1^o l'état d'avancement du projet à échéance régulière ou aux étapes clés du parcours définies par le Comité de validation, durant l'axe du suivi d'un projet d'autocréation d'emploi visé à l'article 15, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o;

2^o le projet de création d'activité ou de reprise d'activité sur base de l'étude de faisabilité et de la réalisation d'un plan d'affaires ou la proposition de réorienter le porteur de projet à l'issue du suivi pré-création ou du test visés à l'article 15, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o.

Le Gouvernement peut attribuer des missions supplémentaires au comité de validation.

§2. Le Comité de validation est composé au minimum :

1^o de trois experts en matière d'entrepreneuriat et de création d'entreprise, issus du milieu économique ou financier du bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi où la S.A.A.C.E. est agréée;

2^o d'un représentant du FOREm issu du bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi où la S.A.A.C.E. est agréée;

3^o d'un représentant de la NewCO - Transmission lorsqu'il s'agit d'un projet de reprise d'activité.

Les experts visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, ne sont pas liés contractuellement ou financièrement à la S.A.A.C.E.

Le Gouvernement peut préciser les critères à remplir par les experts visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, ainsi que les conditions de défraiement pour leur participation au comité de validation.

Section 2 - Partenariats

Art. 17. Pour accomplir ses missions, la S.A.A.C.E. crée des partenariats avec les opérateurs suivants :

1^o le FOREm et, plus particulièrement, les cité des métiers, structure partenariale constituant la porte d'entrée vers l'ensemble de l'offre de services du dispositif d'orientation tout au long de la vie, visées à l'article 24, 12^o, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi;

2^o les opérateurs de formation et d'insertion;

3^o la NewCO, suivant les modalités visées à l'article 9, alinéa 1^{er}, 2^o;

4^o les opérateurs de financement et de microcrédit, privés et publics.

CHAPITRE 5. - Structure d'appui aux S.A.A.C.E.

Art. 18. Il est institué une structure d'appui des S.A.A.C.E. agréées qui :

1^o mutualise, harmonise et essaime, au sein des S.A.A.C.E., les outils, pratiques et méthodologies des S.A.A.C.E.;

2^o professionnalise le fonctionnement et assure la visibilité des S.A.A.C.E. par :

a) un soutien administratif et logistique;

b) un soutien méthodologique à l'élaboration de projets innovants ou lors de difficultés passagères liées au management;

c) un soutien méthodologique, administratif et logistique dans le cadre de l'élaboration et de l'instruction de projets impliquant plusieurs S.A.A.C.E.;

d) une bonne diffusion de l'information;

e) l'organisation de la communication sur le présent décret et ses arrêtés d'exécution;

f) l'organisation de la formation continue des travailleurs des S.A.A.C.E.;

g) le développement et la maintenance de projets informatiques communs aux S.A.A.C.E.;

h) la sensibilisation par l'organisation, seule ou avec des partenaires, d'actions visant la promotion de l'autocréation d'emploi;

3^o réalise un plan d'action et un rapport d'activité annuel qu'elle transmet à aux services que le Gouvernement désigne, et aux conseils d'administration des S.A.A.C.E.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont menées en cohérence et complémentarité avec la NewCO et l'administration.

La structure visée à l'alinéa 1^{er} doit représenter l'ensemble des S.A.A.C.E. et adhérer aux principes du présent décret.

Art. 19. Le Gouvernement détermine les modalités de désignation de la structure d'appui des S.A.A.C.E.

Art. 20. Le Gouvernement octroie à la structure d'appui des S.A.A.C.E. une subvention pour l'accomplissement des missions visées à l'article 18.

Le Gouvernement est habilité à préciser les modalités d'octroi et de liquidation de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 6. - Evaluation et contrôle

Section 1 - Suivi et évaluation

Art. 21. § 1^{er}. La S.A.A.C.E. est évaluée annuellement, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, sur base d'éléments quantitatifs et qualitatifs, contenus dans un rapport d'activités et des livrables qu'elle transmet, au regard des engagements pris dans le plan d'action bisannuel visé au paragraphe 2.

Les éléments quantitatifs visés à l'alinéa 1^{er} sont :

- 1° le nombre de porteurs de projet ayant bénéficié d'une information;
- 2° le nombre de porteurs de projets et d'entrepreneurs accompagnés basés sur :
 - le nombre de diagnostics;
 - le nombre de suivi d'un projet d'autocréation d'emploi;
 - le nombre d'ateliers de renforcement des capacités;
- 3° le nombre de créations d'activités;
- 4° le nombre de créations d'activités exercées à titre principal;
- 5° le taux de création;
- 6° le taux de pérennité des entreprises soutenues après trois et cinq ans;
- 7° le nombre de porteurs de projet ayant quitté la S.A.A.C.E. pour un emploi durable et de qualité.

Ces indicateurs font l'objet d'un rapport régulier auprès des services que le Gouvernement désigne.

Les éléments qualitatifs visés à l'alinéa 1^{er} sont :

- 1° ses performances et son métier d'accompagnement;
- 2° la qualité des livrables associés aux différents types de produits d'accompagnement;
- 3° le respect de ses engagements qui la lient à la NewCO suivant les modalités visées à l'article 9, alinéa 1^{er}, 2°;
- 4° l'impact de l'accompagnement sur la performance des entreprises et le développement de son territoire;
- 5° des indices de satisfaction des porteurs de projets sur la base d'un questionnaire commun à l'ensemble des S.A.A.C.E. dont le contenu est déterminé par les services que le Gouvernement désigne;
- 6° le respect de ses engagements qui la lient avec le FOREm selon les modalités visées à l'article 21 du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

Le Gouvernement peut compléter les éléments quantitatifs et qualitatifs visés aux alinéas 2 et 3.

§ 2. La S.A.A.C.E. propose tous les deux ans, aux services que le Gouvernement désigne, un plan d'actions qui fixe les objectifs de livrables qu'elle envisage d'atteindre.

Le Comité d'agrément et de suivi peut, le cas échéant, recommander à la S.A.A.C.E. d'ajuster son plan d'actions bisannuel.

Le Gouvernement détermine les modalités et le contenu du plan d'actions bisannuel.

Art. 22. L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique visé par le décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique réalise un rapport d'évaluation de l'exécution du présent décret à l'issue d'une période de trois années à compter de l'entrée en vigueur du présent décret, puis à l'issue de chaque période de six années.

Le rapport d'évaluation détermine dans quelle mesure le dispositif atteint les objectifs visés à l'article 1^{er} et formule des recommandations en vue de son amélioration.

Le rapport d'évaluation est transmis au Gouvernement.

Section 2 - Contrôle

Art. 23. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Les S.A.A.C.E. agréées qui font l'objet du contrôle visé à l'alinéa 1^{er} peuvent être contrôlées selon une méthode particulière déterminée par le Gouvernement.

Art. 24. § 1^{er}. En cas de non-respect des obligations édictées par et en vertu du présent décret, le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine :

- 1° suspendre tout ou partie de la subvention pendant un délai permettant à l'entreprise de se conformer aux obligations non rencontrées;
- 2° exiger le remboursement de tout ou partie du subventionnement, ainsi que les frais y afférant, proportionnellement aux infractions constatées;
- 3° mettre fin à la décision d'octroi de la subvention et demander à l'entreprise le remboursement de tout ou partie de celle-ci.

§ 2. Le Gouvernement fixe la procédure et les modalités relatives à la récupération de la subvention visées au paragraphe 1^{er}.

Les services que le Gouvernement désigne sont chargés de récupérer toute aide indûment versée, par toute voie de droit, en ce compris la compensation.

CHAPITRE 7. - Traitement de données à caractère personnel

Art. 25. Le Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche est responsable du traitement des données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) pour les traitements des données à caractère personnel qui sont nécessaires à l'analyse des dossiers d'agrément et de subventionnement des S.A.A.C.E.

Les S.A.A.C.E. demandeuses d'agrément et agréées sont responsables du traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en oeuvre des articles 9, alinéa 1^{er}, 1^o, 3^o, 6^o et 8^o et 15.

Le Comité d'agrément et de suivi est responsable du traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en oeuvre des missions qui lui incombent en vertu de l'article 8.

L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique est responsable du traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour la mise en oeuvre de la mission qui lui incombe en vertu de l'article 22.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi, le FOREm et la S.A.A.C.E. échangent conformément à l'article 17 du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions les données des chercheurs d'emploi adressés à la S.A.A.C.E. par le FOREm ou pris en charge par celles-ci.

Art. 26. § 1^{er}. Les catégories de données à caractère personnel relatives à l'agrément et au subventionnement des S.A.A.C.E. susceptibles d'être traitées pour la mise en oeuvre de l'article 4, §2, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o et 9^o, sont :

1^o les données d'identification personnelles, dont le numéro d'identification au Registre national, s'il s'agit d'une personne physique inscrite au Registre national ou le numéro d'identification de la Banque-Carrefour de la sécurité sociale, visé à l'article 8, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, s'il s'agit d'une personne physique non inscrite au Registre national;

2^o les données d'identification électroniques;

3^o les données relatives aux qualifications professionnelles et à l'expérience professionnelle des conseillers;

4^o les données relatives à l'emploi actuel du personnel des S.A.A.C.E. et des porteurs de projet.

§ 2. Le Gouvernement peut préciser les données visées au paragraphe 1^{er}.

Art. 27. Dans la limite de ce qui est nécessaire au regard des finalités respectives pour lesquelles elles sont traitées, les données à caractère personnel pertinentes pour attester du respect des conditions d'agrément ou du montant perçu de subventions sont communiquées aux entités suivantes :

1^o aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement conformément à l'article 2, § 1^{er}, 2^o, du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations pour le contrôle de l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

2^o au Comité d'agrément et de suivi pour la mise en oeuvre des missions qui lui incombent en vertu de l'article 8;

3^o à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique pour la mise en oeuvre des missions qui lui incombent en vertu de l'article 22.

Art. 28. Sans préjudice de la charge de la preuve de la bonne utilisation de la subvention qui incombe aux S.A.A.C.E. agréés et sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 précité, et conformément à l'article 5.1, e), du Règlement (UE) 2016/679 précité, le responsable du traitement visé à l'article 25, alinéas 1^{er} et 2, conserve les données à caractère personnel visées à l'article 26, pour le contrôle du respect des conditions légales d'agrément et de subventionnement :

1^o pour les données à caractère personnel relatives à un agrément, durant une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle du terme de l'agrément;

2^o pour les données à caractère personnel relatives à une subvention, durant une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable dont relève la subvention.

La durée de conservation visée à l'alinéa 1^{er} est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à la pleine et complète exécution d'une décision non susceptible de recours.

CHAPITRE 8. - Dispositions transitoires et finales

Art. 29. Le décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.) est abrogé.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les décisions d'agrément ou de renouvellement d'agrément des S.A.A.C.E. octroyées conformément au décret du 15 juillet 2008 précité avant l'entrée en vigueur du présent décret continuent à produire leurs effets après l'entrée en vigueur du présent décret et restent soumises aux dispositions du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.) jusqu'au 30 juin 2023 au plus tard.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les tests débutés avant le 1^{er} janvier 2023 peuvent être clôturés dans la S.A.A.C.E. agréée conformément au décret du 15 juillet 2008 précité et sont subventionnées selon les modalités déterminées à l'article 10, § 2.

Art. 30. § 1^{er}. La S.A.A.C.E. ayant bénéficié avant l'entrée en vigueur du présent décret d'une décision d'octroi de subventions dans le cadre des fonds FEDER ou d'un appel à projets du FOREm peut, par dérogation à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, continuer à exercer les activités liées à ceux-ci et à percevoir les subventions subséquentes jusqu'à l'échéance de cette décision, et ce, même si ces activités ne visent pas à accompagner des porteurs de projet.

§ 2. Par dérogation à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, 12^o, les accompagnements et les formations dispensés par la S.A.A.C.E. dans le cadre du dispositif dans le cadre du dispositif « chèques-entreprises » consacré par le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré qui ont débutés avant le 1^{er} janvier 2023 doivent se clôturer au plus tard au 31 mars 2023.

Art. 31. Le présent décret entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement et, au plus tard, le 1^{er} janvier 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 21 décembre 2022.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 1137 (2022-2023) N° 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 21 décembre 2022.

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/15236]

21 DECEMBER 2022. — Decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelfwerkstelling) (afgekort "S.A.A.C.E") (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. - Inleidende bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder:

1° de S.A.A.C.E. : de "structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" met als doel een economische activiteit te creëren of een economische activiteit over te nemen om een eigen baan te creëren;

2° de generalistische S.A.A.C.E. : de "structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" die een projectdrager ondersteunt wiens project verband houdt met om het even welk type en om het even welke sector van activiteit;

3° de gespecialiseerde S.A.A.C.E.: de "structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" die een projectdrager ondersteunt wiens project verband houdt met een specifiek thema of een specifieke activiteitensector;

4° de projectdrager: elke werkloze werkzoekende, ingeschreven bij FOREm, die een project voorstelt om een activiteit te creëren of over te nemen met de bedoeling zich later als ondernemer te vestigen;

5° de ondernemer: de projectleider die na afloop van zijn of haar ondersteuning in het S.A.A.C.E. zijn of haar ondernemingsproject uitvoert door zich in te schrijven bij de Kruispuntbank der Ondernemingen of een economische activiteit overneemt;

6° de subsidie: compensatie voor de uitoefening van het "S.I.E.G."-mandaat (dienst van algemeen economisch belang), met uitzondering van de fase na de oprichting, waarop Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun van toepassing is;

7° de "S.I.E.G." : de dienst van algemeen economisch belang, zoals bedoeld in de artikelen 14 en 106, 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, afgekort: « VWEU » alsook in het Protocol nr. 26 gevoegd bij het VWEU;

8° Besluit van de Commissie van 20 december 2011: Besluit 2012/21/EU van de Commissie van 20 december 2011 betreffende de toepassing van artikel 106, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen.

9° de inrichtingseenheid : de inrichtingseenheid zoals bepaald in artikel I.2, 16°, van het Wetboek van economisch recht.

10° de administratie : de Directie Tewerkstelling en Werkvergunningen van het Departement Werk en Beroepsopleiding van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek;

11° FOREm : de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", opgericht bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi";

12° de NewCO : de maatschappij opgericht bij het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen;

13° de regio's voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt: de regio's zoals bepaald in de artikelen 2 en 3 van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt;

Voor de toepassing van lid 1, 4°, is een werkloze werkzoekende een werkzoekende die sinds ten minste één dag als zodanig bij FOREm is ingeschreven, die de wettelijke pensioenleeftijd niet heeft bereikt en die noch in een arbeidsovereenkomst noch in een wettelijke relatie staat en die geen aanvullende of hoofdberoep als zelfstandige uitoefent.

Art. 2. Worden gelijkgesteld met niet-werkende werkzoekenden voor de toepassing van artikel 1, punt 4°, de volgende tewerkgestelde werkzoekenden:

1° een werkzoekende die zich in een opzeggingstermijn bevindt, ongeacht of hij al dan niet een uitkering heeft ontvangen;

2° de werkzoekende die zich in een omschakelingscel bevindt

3° de werkzoekende die een uitkering ontvangt krachtens de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake de verplichte verzekering tegen ziekte of invaliditeit en wiens aanvraag tot beroepsheroriëntering of -rehabilitatie is goedgekeurd door de Hoge Commissie van de Geneeskundige Raad voor Invaliditeit;

5° een werkzoekende die van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, bedoeld in artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, toestemming heeft gekregen om als zelfstandige een nevenactiviteit uit te oefenen.

De Regering kan de hoedanigheid van werkloze werkzoekende door gelijkstelling uitbreiden tot andere dan de in lid 1 bedoelde categorieën werkzoekenden.

De "S.A.A.C.E.". controleert bij de FOREm :

1° de hoedanigheid van werkloze werkzoekende van de projectdrager;

2° de hoedanigheid van werkzoekende voor de in het eerste lid bedoelde situaties;

3° de voorwaarden voor gelijkstelling bedoeld in het eerste lid, 2° of 4°.

Art. 3. Dit decreet heeft tot doel om, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, een subsidie toe te kennen aan de "S.A.A.C.E." die erkend is voor de begeleiding van projectdragers of ondernemers die de oprichting of overname van een economische activiteit met het oog op het scheppen van eigen werkgelegenheid tot doel hebben.

HOOFDSTUK 2. - Erkenning, verplichtingen en subsidies

Afdeling 1 - Erkenning

Art. 4. § 1. De ondersteuning van projectdragers en ondernemers die in het kader van dit decreet worden georganiseerd, wordt verzorgd door de "S.A.A.C.E." die door de Regering is goedgekeurd.

Geen enkele andere persoon mag de naam "S.A.A.C.E." of enige andere term, vertaling of spelling die verwarring kan stichten, gebruiken zonder over de in dit decreet bedoelde erkenning te beschikken.

§ 2. De "S.A.A.C.E." voldoet aan de volgende voorwaarden voor erkenning:

1° zij is opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk met als enige sociale doelstelling het ondersteunen van projectdragers die tot doel hebben een economische activiteit te creëren of over te nemen met het oog op het scheppen van een eigen arbeidsplaats;

2° ze heeft haar hoofdkantoor en haar vestigingsplaatsen op het grondgebied van het Franse taalgebied;

3° zij toont haar capaciteit om aan elke projectdrager en elke ondernemer, alleen of als onderaannemer, aanpasbare diensten aan te bieden die hen in staat stellen hun activiteit voor te bereiden, op te starten, over te nemen en te ontwikkelen;

4° zij stelt de nodige lokalen en het nodige materieel ter beschikking, ter bevestiging van haar opvangcapaciteit;

5° zij toont aan dat zij in staat is om zelf of in samenwerking met een andere "S.A.A.C.E." het testen van projectdragers, bedoeld in artikel 15, §1, eerste lid, 3°, te organiseren;

6° zij levert het bewijs van haar relevantie, haar toegevoegde waarde, haar lokale verankering en haar kennis van het betrokken gebied in de regio's voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt waarin zij haar activiteit wil ontwikkelen;

7° zij beschrijft de partnerschappen die zijn opgezet om enerzijds de toegang van projectdragers tot de financiering van hun project te vergemakkelijken en anderzijds projectdragers in contact te brengen met economische actoren en integratieactoren, alsook met instellingen en operatoren met een Waalse erkenning of erkenning op het gebied van oprichting en overname van ondernemingen, teneinde hun integratie in ondernemersnetwerken en hun eventuele heroriëntering te vergemakkelijken en hen te helpen begrijpen wat er bij de overname van een onderneming komt kijken;

8° ze biedt gratis ondersteuning aan projectdragers;

9° zij legt een attest op eer over waaruit blijkt dat de S.A.A.C.E., op het ogenblik dat zij haar aanvraag indient, geen achterstallige belastingen, achterstallige bijdragen te innen door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, door een levensverzekeringsfonds of voor rekening van deze laatste, van welke aard ook, verschuldigd is;

10° zij verkeert niet in staat van faillissement of kennelijk onvermogen en is niet onderworpen aan een procedure inzake faillietverklaring;

11° ze telt onder de bestuurders, beheerders, mandatarissen of andere personen die bevoegd zijn om de "S.A.A.C.E." te verbinden geen personen wier burgerlijke en politieke rechten zijn ontnomen;

12° ze is niet goedgekeurd of gelabeld in het kader van de “regeling bedrijvencheques” ingesteld bij het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportefolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille.

In afwijking van lid 1, 1°, kan de “S.A.A.C.E.”, gespecialiseerd in de bouwsector, worden opgericht in de vorm van een activiteitencoöperatie in de zin van artikel 80, 1°, van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III).

Voor de toepassing van lid 1, 3°, levert de S.A.A.C.E. het bewijs van de ervaring en de vaardigheden van het begeleidend personeel op het gebied van de ontwikkeling van financiële plannen, marketing, personeelsbeheer, IT en commerciële, fiscale, sociale en boekhoudkundige voorschriften en toont zij aan dat zij beschikt over het nodige onderwijzend personeel om de opleidingen uit te voeren en dat zij in staat is een beroep te doen op onderaannemers om de opleidingen uit te voeren.

In afwijking van paragraaf 1, 8°, kan de “S.A.A.C.E.” die een test van de activiteit organiseert, een percentage aftrekken van de inkomsten exclusief BTW van de ontwikkelde activiteit. Dit percentage, waarvan de berekeningswijze door de Regering wordt vastgesteld, bedraagt niet meer dan tien procent van de brutomarge van de door de projectdrager gedurende de proefperiode ontwikkelde activiteit en omvat niet de kosten die reeds door de in de artikelen 10, 11 en 12 bedoelde subsidies worden gedekt.

De in de bouwsector gespecialiseerde S.A.A.C.E. kan maximaal tien procent, exclusief BTW, van de omzet van de door de projectleider tijdens de proefperiode ontwikkelde activiteit aftrekken. Het ingehouden percentage dekt niet de kosten die reeds worden gedekt door de in de artikelen 10, 11 en 12 bedoelde subsidies.

Voor de toepassing van de voorwaarde, bedoeld in het eerste lid, 12°, wordt met een “S.A.A.C.E.” gelijkgesteld een rechtspersoon waarin bestuurders, zaakvoerders, mandatarissen of personen die bevoegd zijn de vennootschap te binden, aanwezig zijn en die een van deze hoedanigheden hebben.

In afwijking van lid 1, 2°, moet de S.A.A.C.E. die geen maatschappelijke zetel heeft op het grondgebied van het Franse taalgebied, aantonen volgens de door de Regering vastgestelde procedure, indien zij haar maatschappelijke zetel of haar inschrijving bij de Kruispuntbank van Ondernemingen als natuurlijke persoon of als rechtspersoon heeft, hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaams Gewest, hetzij in de Duitstalige Gemeenschap, aantonen dat zij binnen haar Gewest of haar Gemeenschap voldoet aan erkenningsvoorwaarden die gelijkwaardig zijn aan die welke bij dit decreet zijn vastgesteld.

In afwijking van paragraaf 1, 2°, moet de “S.A.A.C.E.” met zetel in het buitenland en binnen de Europese Economische Ruimte volgens de door de Regering vastgestelde procedure aantonen dat zij in haar land voldoet aan vergunningsvoorwaarden die gelijkwaardig zijn aan die welke bij dit decreet zijn vastgesteld, zonder directe of indirecte discriminatie op grond van de staat waaruit de “S.A.A.C.E.” die de vergunning aanvraagt, afkomstig is.

In afwijking van lid 1, 2°, voldoet de “S.A.A.C.E.” die haar zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering bepaalde procedure aan de vergunningsvoorwaarden bepaald door dit decreet en levert zij het bewijs dat zij in haar land van oorsprong hetzelfde soort diensten verricht overeenkomstig de vergunningsvoorwaarden bepaald door dit decreet, zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de Staat waaruit de “S.A.A.C.E.” die de vergunning aanvraagt afkomstig is.

De Regering kan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid bepalen.

Art. 5. De erkenning vormt een mandaat om een “S.I.E.G.” te beheren en is bedoeld om de in artikel 10 bedoelde subsidie mogelijk te maken, waardoor de erkende en gemandateerde S.A.A.C.E. het productiviteitsverlies in verband met de openbaardienstverplichtingen kan compenseren.

Het mandaat wordt verleend overeenkomstig de beslissing van de Commissie van 20 december 2011.

De “S.I.E.G.” omvat een openbaardienstverplichting die erin bestaat gratis steun te verlenen aan een projectdrager die een bedrijf wil oprichten of een bestaande activiteit wil overnemen door het in artikel 15 omschreven begeleidingstraject te volgen.

Dit mandaat wordt verleend voor de duur van de erkenning.

De ondernemer die de begeleiding geniet tijdens de fase na de oprichting bedoeld in artikel 15, § 1, eerste lid, 3°, moet de regels naleven die zijn vastgesteld bij Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, de fase na de oprichting

Art. 6. § 1. De erkenning wordt verleend voor een periode van zes jaar, die kan worden verlengd.

§ 2. Een generalistische S.A.A.C.E. kan haar activiteiten uitvoeren op het grondgebied van maximaal drie regio's voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt.

De regering kan een gespecialiseerde S.A.A.C.E. over een specifiek thema of een specifieke sector goedkeuren in het kader van strategische keuzes die zij bepaalt. De gespecialiseerde S.A.A.C.E. is actief in het hele Franse taalgebied.

De Regering kan maximaal twee S.A.A.C.E. erkennen die gespecialiseerd zijn in hetzelfde thema of dezelfde sector op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Indien een of meer generalistische structuren een erkenning aanvragen in meer dan drie regio's voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt of indien meer dan twee S.A.A.C.E.'s een erkenning aanvragen in hetzelfde thema, wordt het advies ingewonnen van het erkennings- en opvolgingscomité als omschreven in artikel 8, teneinde de Regering in staat te stellen een keuze te maken tussen de te erkennen operatoren, zodat een generalistische S.A.A.C.E. haar activiteiten slechts uitoefent in ten hoogste drie regio's voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt of zodat er niet meer dan twee S.A.A.C.E.'s zijn voor een specifiek thema of een specifieke sector.

§ 3. De Regering stelt de procedure en de voorwaarden voor de erkenning en de verlenging van de erkenning van S.A.A.C.E. vast.

Art. 7. De Regering kan op eigen initiatief of op voorstel van de administratie en na advies van het in artikel 8 bedoelde erkennings- en opvolgingscomité de erkenning van de operator schorsen of intrekken indien deze niet voldoet aan één of meer erkenningsvoorwaarden of verplichtingen, bedoeld bij of krachtens dit decreet.

De Regering stelt de modaliteiten en procedures vast voor de opschorting en intrekking van de erkenning van S.A.A.C.E.

Art. 8. § 1. Er wordt een erkennings- en opvolgingscomité ingesteld, dat advies uitbrengt:

- 1° over aanvragen om erkenning en verlenging van de erkenning;
- 2° gemotiveerd over voorstellen tot opschorting of intrekking van de erkenning;
- 3° over de tweejaarlijkse actieplannen, bedoeld in artikel 21, § 2, en de activiteitenverslagen van de erkende S.A.A.C.E.

§ 2. Het erkennings- en opvolgingscomité bestaat uit ten minste één vertegenwoordiger van de administratie en één vertegenwoordiger van NewCO.

Het erkennings- en opvolgingscomité kan een beroep doen op externe deskundigen of technici die ervaring hebben met de behandeling van aanvragen overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures.

§ 3. De Regering bepaalt de werkwijze van het erkennings- en opvolgingscomité en kan hem met andere taken belasten.

Afdeling 2 - Verplichtingen

Art. 9. De erkende S.A.A.C.E.:

- 1° ondersteunt uitsluitend projectdragers en ondernemers;
- 2° eerbiedigt de algemene beginselen voor de begeleiders van projectdragers en ondernemingen in het Waalse Gewest, die zijn vastgesteld en de door de Regering vastgestelde procedures volgen;
- 3° sluit met elke projectdrager een overeenkomst die de rechten en plichten van elke partij vastlegt volgens het door de Regering vastgestelde model;
- 4° stelt aan elke projectleider een actieplan voor met de tijdens de begeleiding te bereiken doelstellingen;
- 5° sluit een samenwerkingsakkoord met FOREm in het kader van de uitvoering van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden;
- 6° sluit met FOREm en met de projectdrager een beroepsopleidingscontract af, volgens de voorwaarden en modaliteiten die door de Regering zijn bepaald;
- 7° legt om de twee jaar aan de door de Regering aangewezen diensten een actieplan voor met de diensten die zij aanbiedt en de doelstellingen die zij zich verbindt te bereiken, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;
- 8° voor de test bedoeld in artikel 15, §1, eerste lid, 3°:
 - a) houdt een analytische boekhouding bij per projectdrager;
 - b) garandeert dat projectdragers die van de test hebben geprofiteerd, zonder schuld vertrekken en hun activa bij vertrek terugkrijgen;
- 9° richt drie maanden na de kennisgeving van de erkenningsbeslissing een valideringscomité op als bedoeld in artikel 16;
- 10° sluit een verzekeringscontract af dat de burgerlijke aansprakelijkheid dekt die voortvloeit uit de activiteiten van projectdragers die hun activiteit testen, met inbegrip van de levering van goederen;
- 11° zendt een jaarlijks activiteitenverslag aan de door de Regering aangewezen dienst;
- 12° toont in zijn jaarlijks activiteitenverslag aan dat de ontwikkelde diensten gericht zijn op een voldoende aantal projectdragers om de werkgelegenheidsgraad van de regio voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt waarin ze actief is, aanzienlijk te verhogen;
- 13° werkt mee aan de uitvoering van de coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden door het nakomen van de verbintenissen die op haar rusten als partner in begeleiding in de zin van artikel 2, eerste lid, 10°, zoals bepaald bij of krachtens hoofdstuk 4, afdelingen 1 en 2, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

De verplichtingen bedoeld in het eerste lid, kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Voor de toepassing van lid 1, 8°, recupereert de projectdrager het vermogen van zijn activiteit: het cliënteel, de eventuele winst van zijn activiteit en de tijdens de proef verworven materiële en immateriële goederen binnen de grenzen van artikel 4, § 2, vierde lid. Deze overdracht is onderworpen aan een overeenkomst en een belastingaangifte.

Voor de toepassing van lid 1, 1°, verifieert de S.A.A.C.E. vanaf het begin van de diagnostische as bij FOREm het statuut van werkloze werkzoekende van de projectdragers die zij begeleidt.

Om de naleving van de verplichting, vermeld in paragraaf 1, 13°, na te gaan, kan de administratie zich wenden tot het subregionale overlegcomité, vermeld in artikel 18, § 2, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

Afdeling 3 - Subsidiëring

Art. 10. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kent de regering jaarlijks aan de erkende "S.A.A.C.E." die voldoet aan de voorwaarden en verplichtingen bedoeld in of krachtens dit decreet, een subsidie toe, overeenkomstig het besluit van de Commissie van 20 december 2011, jaarlijks geïndexeerd, bestemd voor de financiering van de diensten die worden aangeboden aan projectdragers en ondernemers overeenkomstig de vastgestelde behoeften en de door de Regering bepaalde doelstellingen.

De jaarlijkse subsidie is voor elke S.A.A.C.E. gebaseerd op de geraamde operationele activiteit die in haar in artikel 21, § 2, bedoelde tweejarig actieplan is vastgesteld.

§ 2. In afwijking van artikel 61, 3° van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, wordt de subsidie bedoeld in paragraaf 1 betaald op basis van het aantal daadwerkelijk uitgevoerde begeleidingen voor elk van de begeleidingsassen bedoeld in artikel 15, waarbij de kosten van elk type begeleiding worden berekend volgens een globaal forfaitair bedrag.

§ 3. Op de subsidie bedoeld in paragraaf 1 wordt de steun afgetrokken die is toegekend in het kader van het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften.

§ 4. De "S.A.A.C.E." beschikt over een bedrag van honderdduizend euro dat zij uitsluitend bestemt voor de betaling van kasvoorschotten bestemd voor de projectdragers die zij ondersteunt.

Dit bedrag wordt aangerekend als reserve in de boekhouding van de "S.A.A.C.E." en wordt gecertificeerd door een erkende bedrijfsrevisor.

De in lid 1 bedoelde kasvoorschotten die aan de door de "S.A.A.C.E." gesteunde projectdragers worden betaald, mogen niet meer bedragen dan een bedrag van vijfduizend euro per projectdrager, gesteld in een reële situatie. Zij zijn bestemd voor de aankoop van materiële of immateriële goederen die overeenkomen met de behoeften aan investeringen, grondstoffen of benodigdheden, communicatiekosten of andere uitgaven die strikt noodzakelijk zijn voor het opstarten van de activiteit, zoals goedgekeurd door het valideringscomité van de S.A.A.C.E.

Een realistisch afbetalingsplan van de op basis van deze kasvoorschotten geïnvesteerde bedragen wordt aan de projectdrager overgelegd door de "S.A.A.C.E." waarvan hij afhangt. De projectdrager mag aan het einde van de samenwerking geen schulden hebben t.o.v. de "S.A.A.C.E."

De eigendom van de verworven materiële en immateriële goederen wordt aan de projectdrager overgedragen als hij de "S.A.A.C.E." verlaat, mits inachtneming van de fiscale bepalingen terzake.

§ 5. De Regering bepaalt de procedure en de wijze van toekenning en betaling van de in de paragrafen 1 en 4 bedoelde subsidies.

Art. 11. § 1. Teneinde de "S.A.A.C.E." aan te moedigen om, via sommige van haar activiteiten, bij te dragen tot haar sociale doelstelling of tot de strategische doelstellingen van de programma's van de Structuurfondsen in Wallonië, de programma's van de Europese territoriale samenwerking, kortweg Interreg, of andere provinciale, regionale, nationale, Europese en internationale programma's, kan de "S.A.A.C.E." subsidies van eender welke duur genieten, bestemd voor de financiering van deze activiteiten.

Deze subsidies kunnen alle of een deel van de uitgaven dekken die niet door de in artikel 10 bedoelde subsidie worden gefinancierd en sluiten, binnen de grenzen van artikel 14, andere financiering of medefinanciering van de betrokken activiteiten niet uit.

Deze subsidies zijn aanvullend, onderscheidend of specifiek ten opzichte van de in artikel 10 bedoelde subsidies, zowel wat betreft de onderwerpen, de fase van de activiteiten, de prioritaire doelgroepen, de prioritaire activiteitensectoren, de objectieve geografische gerichtheid of de innoverende methodologische aanpak, maar moeten gericht zijn op de ondersteuning van de in artikel 15 bedoelde projectdragers.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde subsidie is niet hoger dan het totale forfaitaire bedrag dat wordt berekend op basis van het aantal daadwerkelijk uitgevoerde begeleidingen voor elk van de in artikel 15 bedoelde begeleidingsassen.

§ 3. De in het eerste lid bedoelde subsidie die niet de vorm heeft van een forfaitair bedrag als bedoeld in artikel 10, § 2, moet het voorwerp uitmaken van een analytische boekhouding door de "S.A.A.C.E."

Art. 12. In geval van een onvoorziene toename van het aantal werkzoekenden dat van de maatregelen van de "S.A.A.C.E." kan profiteren, kan de Regering binnen de grenzen van de beschikbare kredieten aanvullende subsidies verlenen om het in haar tweejarig actieplan voorziene activiteitenniveau te verhogen.

In afwijking van artikel 61, 3° van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden, wordt de subsidie bedoeld in paragraaf 1 betaald op basis van het aantal daadwerkelijk uitgevoerde begeleidingen voor elk van de begeleidingsassen bedoeld in artikel 15, waarbij de kosten van elk type begeleiding worden berekend volgens een globaal forfaitair bedrag.

De Regering bepaalt de procedure en de wijze van toekenning en betaling van de in het eerste lid bedoelde subsidies.

Art. 13. De Regering bepaalt de componenten van het vaste bedrag voor elk van de begeleidingsfasen. Deze componenten kunnen verschillen voor elk type subsidie als bedoeld in de artikelen 10, 11 en 12.

De totale forfaitaire bedragen per as worden jaarlijks geïndexeerd volgens de door de Regering vastgestelde procedures.

Art. 14. De totale subsidies die uit hoofde van dit decreet aan de "S.A.A.C.E." worden verleend, mogen, samen met alle andere vormen van steun, met inbegrip van Europese of internationale steun, of verminderingen van de geldende sociale bijdragen, niet meer bedragen dan de totale kosten die door de activiteit van de "S.A.A.C.E." worden gegenereerd.

In afwijking van lid 1 is een redelijke winst toegestaan.

De Regering bepaalt de berekeningsmethoden voor de vergelijking van de totale steun met de door de activiteit van de S.A.A.C.E. gegenereerde kosten en de criteria voor de berekening van de redelijke winst.

HOOFDSTUK 3. - Begeleidingstraject voor projectdragers en ondernemers

Art. 15. § 1. De erkende "S.A.A.C.E." biedt de projectdragers een begeleidingstraject, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures, dat uit de volgende onderdelen bestaat:

1° informatie en oriëntatie: de projectdrager krijgt informatie via individuele bijeenkomsten of collectieve sessies in kleine groepen;

2° diagnose van een zelftewerkstellingsproject: de diagnose van een zelftewerkstellingsproject wordt gezamenlijk uitgevoerd door een projectdrager en de adviseur die hem/haar moet begeleiden;

3° opvolging van een zelftewerkstellingsproject - pre-creatie-, test- en post-creatiefase: dit bestaat uit het aanbieden van de diensten van een referent die de projectdrager voortdurend ondersteunt bij de uitvoering van zijn project om een activiteit te creëren of over te nemen;

4° capaciteitsopbouw voor de projecthouder of ondernemer: dit bestaat uit het ontwerpen en uitvoeren van workshops voor capaciteitsopbouw als antwoord op een behoefte die in het kader van een project voor de oprichting of overname van een bedrijf voor bepaalde projectdragers en ondernemers is vastgesteld.

Het doel van de in lid 1, 1°, bedoelde informatie is nauwkeurige en gedetailleerde informatie te verstrekken over de verschillende aspecten in verband met de oprichting of de overname van een activiteit en vast te stellen of hij voldoet aan de voorwaarden om van de diensten van de "S.A.A.C.E." gebruik te maken. Aan het eind van de informatie wordt de projectdrager doorverwezen naar de diagnose-as of naar de juiste contactpersoon. Het doel van deze fase is de ondernemersbeslissing te verduidelijken zodat de projectdrager met neutrale en betrouwbare informatie kan handelen.

De diagnose van een zelftewerkstellingsproject, bedoeld in paragraaf 1, 2°, heeft als hoofddoel, op basis van een grondige analyse van het koppel projectdrager/project, volgens een globale en neutrale benadering, een actieplan op te stellen om een activiteit te creëren of over te nemen. De opbouw van het actieplan is gebaseerd op de persoonlijke balans, de analyse van het project en de validatie van het koppel projectdrager/project en op de aanbevelingen van de adviseur.

De in het eerste lid, 3°, bedoelde opvolging vindt plaats tijdens de pre-creatie-, test- en post-creatiefase, na een diagnose van een zelftewerkstellingsproject.

De test, bedoeld in het eerste lid, 3°, bestaat erin de projectdrager toegang te bieden tot juridische, administratieve, economische en financiële accommodatie voor zijn activiteit onder het ondernemingsnummer van de operator die de test organiseert. Tijdens de test behoudt de projectdrager zijn oorspronkelijke rechtspositie.

Op het einde van de cyclus, na een evaluatie van de activiteit en zijn ondernemersvaardigheden op basis van de test en de aanbevelingen van de operator, zet de hij de activiteit verder door zich in te schrijven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen of geeft hij het project op.

Als post-creatiefase wordt beschouwd de periode na de registratie bij de Kruispuntbank voor Ondernemingen door de projectdrager, met of zonder test.

De in het eerste lid, 4°, bedoelde workshops zijn bedoeld om ondernemers in staat te stellen hun individuele oprichtings- of ontwikkelingsproject te ontwikkelen door hun ondernemersvaardigheden te verbeteren of hun bedrijfskennis te vergroten.

§ 2. De "S.A.A.C.E." organiseert alle in paragraaf 1 bedoelde activiteiten binnen de "S.A.A.C.E.", met uitzondering van de testfase van de activiteit.

In afwijking van lid 1 kan de "S.A.A.C.E." een beroep doen op externe particuliere of openbare dienstverleners om de projectdragers en ondernemers gedeeltelijk te begeleiden.

§ 3. In elke fase kan de projectdrager of ondernemer, naargelang het geval, het proces stopzetten en zich opnieuw laten oriënteren.

§ 4. De Regering kan de assen van het in paragraaf 1 bedoelde begeleidingstraject aanvullen en specificeren.

HOOFDSTUK 4 - Valideringscomité en partnerschappen

Afdeling 1 - Valideringscomité

Art. 16. § 1. In elke erkende S.A.A.C.E. wordt een valideringscomité opgericht. Het validatie- en opvolgingscomité valideert :

1° de voortgang van het project op geregelde tijdstippen of in door het valideringscomité bepaalde sleutelfasen van het traject, tijdens de opvolging van een zelftewerkstellingsproject als bedoeld in artikel 15, §1, eerste lid, 3°;

2° het project tot oprichting van een activiteit of tot overname van een activiteit op basis van de haalbaarheidsstudie en de opstelling van een ondernemingsplan of het voorstel tot heroriëntering van de projecthouder na afloop van de pre-creatie opvolging of de test bedoeld in artikel 15, §1, eerste lid, 3°.

De Regering kan aanvullende opdrachten aan het valideringscomité opdragen.

§2. Het valideringscomité bestaat uit ten minste :

1° drie deskundigen op het gebied van ondernemerschap en oprichting van ondernemingen, uit de economische of financiële omgeving van de regio voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt waar de "S.A.A.C.E." is erkend;

2° een vertegenwoordiger van FOREm van de regio voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt waar de S.A.A.C.E. is erkend;

3° een vertegenwoordiger van de NewCO - Transmission wanneer het gaat om een bedrijfsovername project.

De in lid 1, 1°, bedoelde deskundigen zijn niet contractueel of financieel aan de S.A.A.C.E. gebonden.

De Regering kan de criteria vaststellen waaraan de in lid 1, 1°, bedoelde deskundigen moeten voldoen, alsook de voorwaarden voor de vergoeding van hun deelname aan het valideringscomité.

Afdeling 2 - Partnerschappen

Art. 17. Om haar opdrachten te vervullen, creëert S.A.A.C.E. partnerschappen met de volgende operatoren:

1° FOREm en meer bepaald de "cités des métiers" (Beroopenpunt), een partnerschapsstructuur die de toegangspoort vormt tot het geheel van diensten aangeboden door het systeem van levenslange begeleiding, bedoeld in artikel 24, 12°, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden;

2° opleidings- en inschakelingsoperatoren;

3° NewCO, overeenkomstig de procedures bedoeld in artikel 9, eerste lid, 2°;

4° particuliere en publieke financiering en microkredietverleners.

HOOFDSTUK 5. - Steunstructuur voor "S.A.A.C.E."

Art. 18. Hierbij wordt een steunstructuur voor erkende S.A.A.C.E.'s ingesteld die :

1° de middelen, praktijken en methodologieën van de "S.A.A.C.E.," binnen de "S.A.A.C.E." onder elkaar verdelen, harmoniseren en opdelen;

2° de werking professionaliseren en de zichtbaarheid van de "S.A.A.C.E" waarborgen via :

a) een administratieve en logistieke steun;

b) een methodologische steun bij de uitwerking van innoverende projecten of bij kortstondige moeilijkheden gebonden aan het management;

c) een methodologische, administratieve en logistieke steun in het kader van de uitwerking en de behandeling van projecten waarbij meerdere "S.A.A.C.E" betrokken zijn;

d) een goede verspreiding van de informatie;

e) de organisatie van de communicatie over dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan;

- f) de organisatie van de doorlopende vorming van de werknemers van de "S.A.A.C.E";
- g) de ontwikkeling en de handhaving van informaticaprojecten die aan de "S.A.A.C.E" gemeen zijn;
- h) bewustmaking door het organiseren, alleen of met partners, van acties ter bevordering van het zelf scheppen van werkgelegenheid;
- 3° stelt een actieplan en een jaarlijks activiteitenverslag op die zij toezendt aan de door de Regering aangewezen diensten en aan de raden van bestuur van de "S.A.A.C.E."

De in lid 1 bedoelde opdrachten worden op coherente en complementaire wijze uitgevoerd met NewCO en de administratie.

De in lid 1 bedoelde structuur moet alle S.A.A.C.E. vertegenwoordigen en de beginselen van dit decreet naleven.

Art. 19. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de aanwijzing van de ondersteunende structuur van de "S.A.A.C.E."

Art. 20. De Regering kent aan de "S.A.A.C.E." steunstructuur een subsidie toe voor de uitvoering van de in artikel 18 bedoelde opdrachten.

De Regering is gemachtigd om de procedure en de wijze van toekenning en betaling van de in het eerste lid bedoelde subsidies te bepalen.

HOOFDSTUK 6 - Evaluatie en controle

Afdeling 1 - Opvolging en evaluatie

Art. 21. § 1. De "S.A.A.C.E." wordt jaarlijks volgens de door de Regering vastgestelde procedures geëvalueerd op basis van kwantitatieve en kwalitatieve elementen, vervat in een activiteitenverslag en de te leveren prestaties die zijn indient, met betrekking tot de verbintenissen die zijn aangegaan in het in lid 2 bedoelde tweejarige actieplan.

De in lid 1 bedoelde kwantitatieve elementen zijn :

- 1° het aantal projectdragers dat informatie heeft ontvangen;
 - 2° het aantal ondersteunde projectdragers en ondernemers op basis van :
 - het aantal diagnoses;
 - het aantal opvolgingen van een zelftewerkstellingsproject;
 - het aantal workshops voor capaciteitsopbouw;
 - 3° het aantal nieuwe activiteiten;
 - 4° het aantal creaties van in hoofdzaak verrichte activiteiten;
 - 5° het tempo van de creatie;
 - 6° het duurzaamheidspercentage van de gesteunde ondernemingen na drie en vijf jaar;
 - 7° het aantal projectdragers dat het "S.A.A.C.E." heeft verlaten voor een duurzame en kwaliteitsvolle baan.
- Deze indicatoren worden regelmatig gerapporteerd aan de door de Regering aangewezen diensten.

De in lid 1 bedoelde kwalitatieve elementen zijn :

- 1° zijn prestaties en zijn begeleidend beroep;
- 2° de kwaliteit van de te leveren prestaties in verband met de verschillende soorten ondersteunende producten;
- 3° de nakoming van zijn verbintenissen jegens NewCO overeenkomstig het bepaalde in artikel 9, eerste lid, 2°;
- 4° de impact van de steun op de prestaties van de ondernemingen en de ontwikkeling van hun grondgebied;
- 5° de tevredenheidsindexen van de projecthouders op basis van een voor alle "S.A.A.C.E." gemeenschappelijke vragenlijst, waarvan de inhoud wordt bepaald door de diensten die de Regering aanwijst;
- 6° de naleving van zijn verbintenissen die hem binden met het FOREm volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 21 van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

De Regering kan de in de leden 2 en 3 bedoelde kwantitatieve en kwalitatieve elementen aanvullen.

§ 2. Om de twee jaar stelt de "S.A.A.C.E." een actieplan voor aan de door de Regering aangewezen diensten, waarin de doelstellingen van de te bereiken resultaten worden uiteengezet.

Het Comité voor erkenning en opvolging kan de "S.A.A.C.E." zo nodig aanbevelen haar tweejaarlijkse actieplan aan te passen.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de inhoud van het tweejarig actieplan.

Art. 22. Het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" bedoeld in het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waal Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek) stelt na een periode van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet, en vervolgens na elke periode van zes jaar, een evaluatieverslag op over de uitvoering van dit decreet.;

In het evaluatieverslag wordt beoordeeld in hoeverre de regeling de in artikel 1 genoemde doelstellingen bereikt en worden aanbevelingen gedaan voor de verbetering ervan.

Het evaluatieverslag wordt aan de Regering overgemaakt.

Afdeling 2 - Controle

Art. 23. De controle op de toepassing van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 1919 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

De "S.A.A.C.E" die het voorwerp uitmaken van de in het eerste lid bedoelde controle, kunnen volgens een bijzondere methode bepaald door de Regering gecontroleerd worden.

Art. 24. § 1. Bij niet-naleving van de verplichtingen afgekondigd bij of krachtens dit decreet kan de Regering volgens de door haar bepaalde modaliteiten:

1° de subsidie geheel of gedeeltelijk opschorten voor een termijn die de onderneming in de mogelijkheid stelt om haar niet-nageleefde verplichtingen na te komen;

2° de terugbetaling van het geheel of van een gedeelte van de verleende subsidies alsook van de desbetreffende kosten eisen naar verhouding van de vastgestelde overtredingen;

3° een einde maken aan de beslissing tot toekenning van de subsidie en de terugbetaling van deze subsidie geheel of gedeeltelijk vragen aan de onderneming.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten voor de terugvordering van de in paragraaf 1 bedoelde subsidie.

De diensten die de Regering aanwijst, zijn ermee belast alle onverschuldigd betaalde steun terug te vorderen bij elk rechtsmiddel, compensatie inbegrepen;

Afdeling 7 - Verwerking van de persoonsgegevens

Art. 25. De Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) die noodzakelijk zijn voor de analyse van de goedkeurings- en subsidiedossiers van de "S.A.A.C.E".

De "S.A.A.C.E" die een erkenning aanvragen en krijgen, zijn verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de artikelen 9, eerste lid, 1°, 3°, 6° en 8° en 15.

Het erkennings- en opvolgingscomité is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van haar opdrachten uit hoofde van artikel 8.

Het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waal Instituut voor evaluatie, prospectief beleid en statistiek) is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van zijn taken uit hoofde van artikel 22.

In het kader van de uitvoering van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden wisselen FOREm en "S.A.A.C.E." overeenkomstig artikel 17 van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en oplossingsgerichte begeleiding de gegevens uit van werkzoekenden die door FOREm naar "S.A.A.C.E." worden doorverwezen of door hen ten laste worden genomen.

Art. 26. § 1. De categorieën van persoonsgegevens betreffende de erkenning en subsidiëring van S.A.A.C.E. die mogen worden verwerkt voor de toepassing van artikel 4, §2, eerste lid, 1°, 2°, 3° en 9°, zijn :

1° de persoonlijke identificatiegegevens, waaronder het identificatienummer in het Rijksregister, indien de betrokkene in het Rijksregister is ingeschreven, of het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, indien de betrokkene niet in het Rijksregister is ingeschreven;

2° de elektronische identificatiegegevens;

3° gegevens over de beroepskwalificaties en beroepservaring van de adviseurs;

4° gegevens over de huidige werkgelegenheid van het personeel van de S.A.A.C.E. en de projectdragers.

§ 2. De gegevens bedoeld in paragraaf 1 kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Art. 27. Voor zover nodig voor de respectieve doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, worden persoonsgegevens die relevant zijn voor het attesteren van de naleving van de erkenningsvoorwaarden of het bedrag van de ontvangen subsidies, meegedeeld aan de volgende entiteiten

1° de ambtenaren aangewezen door de Regering overeenkomstig artikel 2, §1, 2°, van het decreet 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen met het oog op de controle op de toepassing van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan;

2° aan het Erkennings- en opvolgingscomité voor de uitvoering van zijn opdrachten uit hoofde van artikel 8;

3° het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" voor de uitvoering van zijn opdrachten uit hoofde van artikel 22;

Art. 28. Onverminderd de bewijslast van het juiste gebruik van de subsidie die bij de erkende "S.A.A.C.E." berust en onverminderd de instandhouding die noodzakelijk is voor de verwerking voor archiefdoeleinden in het algemeen belang, voor wetenschappelijk of historisch onderzoek of voor statistische doeleinden als bedoeld in artikel 89 van voornoemde Verordening (EU) 2016/679, en overeenkomstig artikel 5. 1, onder e), van voornoemde Verordening (EU) 2016/679 bewaart de in artikel 25, leden 1 en 2, bedoelde verantwoordelijke voor de verwerking de in artikel 26 bedoelde persoonsgegevens met het oog op het toezicht op de naleving van de wettelijke voorwaarden voor erkenning en subsidies:

1° voor persoonsgegevens betreffende een erkenning, voor een periode van tien jaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de erkenning afloopt;

2° voor persoonsgegevens betreffende een subsidie, gedurende een periode van tien jaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op de definitieve afsluiting van het begrotingsjaar en het boekjaar waarop de subsidie betrekking heeft.

De bewaringsduur bedoeld in lid 1 wordt opgeschort bij een vordering voor een rechtbank of de administratie tot de volledige uitvoering van een beslissing waartegen geen beroep mogelijk is.

HOOFDSTUK 8. – Overgangs- en slotbepalingen

Art. 29. Het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling) (afgekort "S.A.A.C.E") wordt opgeheven.

In afwijking van het eerste lid blijven de besluiten tot goedkeuring of tot verlenging van de erkenning van S.A.A.C.E. die overeenkomstig het voormelde decreet van 15 juli 2008 zijn genomen vóór de inwerkingtreding van het onderhavige decreet, na de inwerkingtreding van het onderhavige decreet effect sorteren en blijven zij tot uiterlijk

30 juni 2023 onderworpen aan de bepalingen van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelfwerkstelling) (afgekort "S.A.A.C.E.");

In afwijking van het eerste lid kunnen de testen die vóór 1 januari 2023 zijn aangevat, worden afgesloten in de "S.A.A.C.E." die overeenkomstig het voornoemde decreet van 15 juli 2008 is erkend, en worden zij gesubsidieerd volgens de voorwaarden van artikel 10, § 2.

Art. 30. § 1. De "S.A.A.C.E." die vóór de inwerkingtreding van dit decreet een beslissing tot toekenning van subsidies in het kader van EFRO-middelen of een projectoproep van FOREm heeft genoten, kan in afwijking van artikel 4, § 2, eerste lid, 1°, de daarmee verband houdende activiteiten blijven uitvoeren en de daaropvolgende subsidies blijven ontvangen tot het verstrijken van deze beslissing, zelfs indien deze activiteiten niet gericht zijn op de ondersteuning van projectdragers.

§ 2. In afwijking van artikel 4, § 2, eerste lid, 12°, moet de begeleiding en opleiding die door de "S.A.A.C.E." is verstrekt in het kader van de regeling "bedrijvencheques" ingesteld bij het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio die vóór 1 januari 2023 is begonnen, uiterlijk op 31 maart 2023 zijn voltooid.

Art. 31. Dit decreet treedt in werking op een datum die door de Waalse Regering wordt bepaald, uiterlijk 1 januari 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Opgemaakt te Namen op 21 december 2022.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke
Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toe-
risme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waals Parlement 1137 (2022-2023), Nr. 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 21 december 2022.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/200940]

13 DECEMBRE 2022. — Arrêté ministériel relatif à la prorogation du contrat de gestion entre le Gouvernement wallon et la Société wallonne des eaux

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-Être animal;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'informations;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, notamment les articles

D.346 et suivants régissant la Société wallonne des eaux (S.W.D.E.);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu le contrat de gestion entre le Gouvernement wallon et la Société wallonne des eaux (S.W.D.E.) entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018;

Considérant que le contrat de gestion prévoit que celui-ci a une durée de 5 années et qu'il vient à échéance le 31 décembre 2022;

Considérant qu'en vertu de l'article 8, § 3, alinéa 2, du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion, le contrat de gestion peut être prorogé par le Ministre de tutelle pour une période non renouvelable de six mois;